« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » **Karl Marx**

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste - Révolutionnaires* de Dassault Mérignac et Martignas

Amplifier le mouvement pour gagner

Après la journée de grève du 5 novembre, qui a vu défiler entre 600 000 et 1,5 million de personnes, entre 150 000 et 250 000 personnes ont encore manifesté samedi 7 novembre. Le gouvernement a beau tenter d'intimider avec ses interdictions de manifester et la violence débridée de sa police, rien n'y fait : le mouvement est loin de s'éteindre. Sa seule réponse a été le lancement d'une « concertation » avec les syndicats et les patrons qui non seulement a exclu les jeunes, mais a accouché de résultats dérisoires : une augmentation de 1,6 % du Smic, soit 23 euros, même pas le prix d'un café au comptoir par journée de travail ! Les travailleurs ne demandent pas l'aumône ! Du coup, la CGT et l'intersyndicale fonction publique appellent à une nouvelle journée de grève le 17 novembre.

Les lycéens, fer de lance du mouvement

Jusqu'à maintenant, le fer de lance du mouvement reste les jeunes, surtout les lycéens. C'est bien pourquoi le gouvernement tente de les terroriser par une répression brutale qui s'est encore amplifiée : il suffit désormais que des lycéens se regroupent devant leur lycée pour que les flics chargent. Partout : en région parisienne, mais aussi à Rouen, à Lyon, à Marseille, à Toulouse.

Ce que demandent les jeunes, c'est de pouvoir étudier dans des bâtiments corrects, avec suffisamment de profs pour leur enseigner. Surtout, ils réclament la fin du tri social que symbolise Parcoursup, cette machine à exclure des dizaines et des dizaines de milliers de bacheliers des études supérieures auxquelles ils ont droit et qui les met en compétition permanente pour être « les plus performants » et espérer faire partie du dessus du panier.

Les revendications des jeunes rejoignent les nôtres !

Des revendications pas si différentes des nôtres ! Nous n'avons pas souffert de la canicule ? Au boulot, il nous faut être « performants », c'est-à-dire de nous crever à la tâche. C'est à nous d'assurer notre « employabilité », comme disent les patrons, une façon de nous rendre responsables par avance d'éventuels licenciements : du Parcoursup à vie, en quelque sorte. Pour des salaires minables qui font du sur-place alors que les prix galopent : il faut de véritables augmentations de tous les salaires, au moins 600 euros pour tous, et pas les minables 23 euros que le gouvernement ose présenter comme un « coup de pouce » donné au Smic !

Les entreprises du CAC 40 ont distribué 107 milliards d'euros de dividendes en 2025, et ça s'accélère puisque les entreprises françaises cotées en ont versé 61 milliards (deuxième place mondiale !) rien qu'au deuxième trimestre 2026 ! Voilà où va une grosse partie des 211 milliards de subventions et exonérations dont bénéficient les patrons chaque année !

« Ce n'est pas à Matignon que nous aurons satisfaction ! »

Jeudi dernier, on a bien vu que la convergence des colères est possible : parce que les lycéens ont tenu bon, l'intersyndicale avait appelé à la journée de jeudi. Un premier succès qui aurait dû tout de suite en appeler d'autres. La CGT et l'intersyndicale de la fonction publique appellent désormais à une nouvelle journée de grève le 17 novembre. Pourquoi, en dehors de l'intersyndicale de l'Éducation, avoir laissé les lycéens seuls le 10 novembre ? CGT comme CFDT, FO et les autres ont préféré se précipiter à la « conférence sociale » de Lecornu, alors qu'il ne faisait aucun doute qu'elle ne donnerait aucune réponse sur les principales revendications des jeunes ni des moins jeunes.

Patrons et gouvernements ne cèderont que si la grève se répand. D'ores et déjà, la coordination nationale étudiante et la coordination lycéenne, rejointes par l'intersyndicale de l'éducation, appellent à une nouvelle journée de grève mardi 10 novembre. Partout sur nos lieux de travail, c'est cette amplification de la grève et des manifestations que nous devons discuter, en nous organisant à la base, comme l'ont fait les jeunes. Pour mettre en place la lutte de la gagne !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 9 novembre 2026

Descendons de nouveau dans la rue à Bordeaux samedi 14 novembre !

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !

Pas des malades imaginaires !

En envoyant des médecins chez nous au moindre arrêt maladie, la direction cherche plus qu'à faire des économies. Elle envoie un message clair : leur surveillance n'a pas de limite. D'abord au taff', maintenant les arrêts, demain quoi ? Même malade ou blessé, Dassault veut nous faire bosser !

Ne tombez pas dans le panneau

Des retards de livraisons des panneaux du Rafale. En cause, le manque d'investissements sur le site de Biarritz, rendant impossible de suivre la cadence. Alors quoi, on courra tous un peu moins ? Vous n'y pensez pas ! Si la direction est incapable de gérer sa montée en cadence, elle sait par contre très bien comment maintenir notre exploitation.

Défendre tous les emplois

Aujourd'hui, Dassault prévoit sûrement de réaffecter une partie des effectifs du Rafale, et ne parle pas de licencier. Mais qu'en est-il des collègues en intérim qui attendent leur embauche ? La direction va-t-elle leur opposer la baisse de cadences du Rafale ? Et ceux de la sous-traitance qui seront *« en trop »* et ne pourront pas être réparti ailleurs ? Pour nous, les choses sont claires : partage du temps de travail pour conserver tous les emplois et embauche de tous les intérimaires.

Qui aurait pu prédire ?

Biarritz, pas assez dimensionnée pour la cadence 4… Mais non ? Quelle surprise ! C'est pas, comme si chez nous aussi, on constatait régulièrement que, même avec les travaux et quelques achats au compte goutte, on manque de moyens, d'outils, de place et de collègues…

Leur gestion, nos galères ?

Que Dassault ne se donne pas les moyens de produire ses 4 Rafale par mois, c'est pas notre problème et même en un sens tant mieux ! Mais hors de question que leur radinerie et leur incompétence retombent sur les travailleurs de Martignas, de Biarritz ou de n'importe où !

Vente à la découpe d'Hensoldt Nexeya…

Depuis juillet, l'équipementier militaire allemand Hensoldt AG veut se débarrasser de sa filiale française Nexeya France (HNF). Sous-traitant pour Naval Group, Dassault et Thalès, HNF comptait pourtant 400 emplois dans un secteur plutôt prospère. Alors pourquoi chercher à vendre ? Lors de la revente de Nexeya en 2019, les anciens propriétaires ont gardé les activités les plus rentables et vendu les autres à Hensoldt, surtout intéressé par le fait de rentrer sur le marché français. C'est maintenant fait et, depuis 2025, HNF est entre les mains du *« cabinet de retournement »* Prosphères, des vautours spécialistes en liquidation d'entreprise (Tatie, Caddie, etc).

… et aucune garantie pour les emplois

Nouvelle grande mesure en attente d'un repreneur, HNF veut supprimer autour de 150 salariés, dont les 40 sur ses sites du Barp et de Mérignac. Un pur calcul financier de boursicoteurs, alors même que le carnet de commande est plein et que les chiffres d'affaires du groupe de 2,5 milliards pourrait encore augmenter d'un milliard l'an prochain. De leur côté, la direction d'HNF et le gouvernement jouent l'enfumage : HNF fait croire à une reprise, mais ne promet rien sur les emplois. Le gouvernement et la députée PS locale font croire que la situation est prise *« très au sérieux »* par Bercy et la DGA… ceux-là même qui avaient validé les magouilles d'Hemsoldt et Nexeya. Les salariés, eux, refusent de se laisser *« trucider en douce »*, exigent des garanties sur les emplois et tentent de se faire entendre.

Du viol au suicide : itinéraire d'une jeune femme ordinaire

Julie Ollivier, la première femme à avoir porté plainte pour viol contre l'animateur radio Sébastien Cauet, en novembre 2023, s'est suicidée à l'âge de 28 ans. Cauet avait été mis en examen en mai 2024 ; il était également accusé de viols par trois autres femmes. Depuis cette date, Julie vivait un enfer. Elle était harcelée, voire menacée de mort, sur les réseaux sociaux et Cauet lui-même avait porté plainte contre elle. Finalement, c'est encore une fois la victime d'un viol qui perd la vie alors que son prédateur continue à parader à l'antenne comme si de rien n'était.

La moitié de la population ne s'en sort plus

Une étude consacrée aux conditions de vie de la population montre qu'une personne interrogée sur deux déclare s'en sortir difficilement pour vivre correctement. 50 % des personnes ayant répondu ont renoncé à la qualité de certains aliments et 59 % sont inquiètes face à la hausse des prix de l'énergie. L'inflation et les prix de l'énergie, de la mobilité et de l'alimentation pèsent lourdement sur le budget des ménages. Une société de classe toujours plus dure pour les plus faibles.

Si ce bulletin te plaît… fais le circuler !

Ce bulletin est le tien, tu peux y contribuer en nous contactant à l'adresse : nparevo.dassault@gmail.com

Ne pas jeter sur la voie publique